

Marie-Claude et Maurice Badiche
Martine Sevegrand

Des prêtres-ouvriers insoumis en 1954

Le « Groupe Chauveau »
1957-2011



Ruptures et découvertes

KARTHALA

Collection Signes des temps

dirigée par Robert Dumont

C'est au milieu des années 1940 que débute l'aventure des prêtres-ouvriers (PO). Avec l'accord de leurs évêques ou de leurs responsables religieux respectifs, un certain nombre de prêtres entrent au travail dans les usines de métallurgie, le bâtiment ou les entreprises de travaux publics. Leur motivation est de se rapprocher d'un monde ouvrier qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, n'a jamais vraiment rejoint les paroisses traditionnelles. Mais la période favorable aux prêtres-ouvriers ne va pas durer longtemps. La disparition du cardinal Suhard, le 30 mai 1949, leur fait perdre leur protecteur et les débuts de la guerre froide compliquent la perception de leur travail missionnaire au sein du monde ouvrier.

Au début de la décennie 1950, les tensions s'accroissent entre les prêtres-ouvriers et leurs évêques. Puis le 1^{er} mars 1954, tombe la condamnation du pape Pie XII qui entend mettre fin à l'expérience. L'événement va entraîner une scission parmi les PO, entre ceux qui se soumettent et rentrent au moins provisoirement dans le ministère habituel, et ceux qui choisissent de rester dans le monde du travail. On appellera ces derniers les insoumis. Ils n'entendent pas pour autant mettre un terme à leur vie de foi et à leur combat pour une Église plus ouverte aux défis du XX^e siècle.

C'est l'histoire d'une vingtaine de ces insoumis que raconte le livre, appelés ici le « Groupe Chauveau », du nom de son initiateur, Bernard Chauveau. Pour ce faire, les auteurs de cet essai ont dépouillé une grande quantité d'archives. Les témoignages et les documents rassemblés nous révèlent la force de leur quête intérieure et leur recherche d'une foi ouverte à la culture ouvrière et plus largement à celle de l'homme moderne. Un livre sur des questions brûlantes toujours d'actualité.

**DES PRÊTRES-OUVRIERS INSOUMIS
EN 1954**

Marie-Claude Badiche est assistante sociale. Elle a exercé l'essentiel de sa carrière au Service Social de l'Enfance, auprès du Tribunal pour enfants de Nanterre. À la retraite depuis 1990, elle continue de s'intéresser à l'insertion des jeunes en difficulté.

Maurice Badiche est diplômé de l'ESSEC ; il a fait toute sa carrière chez Renault 1952 à 1986 et pour l'essentiel aux affaires internationales. Il militait dans le même temps au syndicat des cadres de la métallurgie CGT. Par la suite, il exerça une activité bénévole de conseil pour le micro-crédit aux petites entreprises des pays en développement.

Martine Sevegrand est historienne et spécialiste du catholicisme français au XX^e siècle. Membre du Groupe Sociologie, Religions et Laïcités (CNRS), elle a publié chez Karthala *La sexualité, une affaire d'Église ? De la contraception à l'homosexualité*, 2013, et *Israël vu par les catholiques français (1945-1994)*, 2014.

Couverture : « Le mystère de l'homme ». Encre et pastel à l'huile d'Agnes Badiche : « Amarré à la tradition, enraciné dans un monde qui bouge, mu par un irrésistible désir de dépassement, il s'élance : mystère de l'homme ».

www.karthala.com
© Éditions KARTHALA, 2016
(Première édition papier, 2015)
ISBN : 978-2-8111-1544-9

**Marie-Claude et Maurice Badiche
Martine Sevegrand**

Des prêtres-ouvriers insoumis en 1954

**Une histoire du « Groupe Chauveau »,
(1957-2011)**

Ruptures et découvertes

**Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS**

Ce sont des hommes qui ont eu ce mérite :
ils ne se sont pas penchés sur les petits,
ils se sont faits petits parmi les petits. [...]
Aujourd'hui, François d'Assise ne se ferait plus mendiant :
il se ferait mineur ou métallo.

Morvan Lebesque,
Le Canard enchaîné,
13 janvier 1954

« Groupe Chauveau » Sens de cette appellation

L'expression de « Groupe Chauveau » est utilisée ici par défaut.

En effet les intéressés n'ont jamais employé eux-mêmes ni souhaité qu'on utilise cette appellation. Si Bernard Chauveau a bien été l'initiateur du regroupement au plan national et en a assuré la cohésion et l'animation de l'automne 1957 à la fin de sa vie en juin 1996, les membres de ce groupe se reconnaissent avant tout dans leur appartenance à des équipes locales dont la plupart se réunissaient une fois par mois : « le groupe d'Issy », « le groupe de Saint-Etienne », « le groupe de Limoges », « le groupe du Havre ... ».

Tous cependant ont reconnu le rôle prééminent de Bernard comme agent de liaison et d'animation. C'est lui qui organisait notamment les réunions au plan national qui se tenaient une ou deux fois par an et dont il assurait en quelque sorte le secrétariat.

INTRODUCTION

Maurice BADICHE

Convaincu que les formes traditionnelles d'apostolat n'arriveraient pas à franchir « ce mur qui sépare l'Église de la masse », le cardinal Suhard, archevêque de Paris, créa en juillet 1943 la « Mission de Paris » : une équipe de prêtres déchargés de toute fonction paroissiale. Mais il n'était pas encore dit que ces prêtres devraient adopter la condition ouvrière pour la vie entière.

C'est à partir de 1945-1946 que certains d'entre eux, constatant les limites d'une action de quartier, hors des lieux de travail, demandèrent au cardinal l'autorisation de s'embaucher en usine comme ouvriers. Le cardinal acquiesça en leur demandant de prendre leurs responsabilités dans cette nouvelle vie, puis il leur dit :

Vous êtes libres, je vous demande seulement de venir me voir de temps en temps¹.

1. Ces termes ont été rapportés par des témoignages oraux de certains des premiers prêtres-ouvriers. Ils sont parfaitement conformes à l'esprit qui animait les fondateurs de la Mission de Paris, Henri Godin et Yvan Daniel. Dans un texte intitulé « Bases de notre action », le premier écrit : « Ici on ne demande pas des gens aptes à donner des conseils, mais des hommes prêts à engager toute leur vie » ; et encore, « un missionnaire ne peut généralement pas se réadapter à son pays. Dans la mission de Paris, si on s'y donne à fond, il est possible qu'ensuite on ne puisse faire autre chose ». Et puis ce serment que devait prononcer le prêtre : «... je m'engage par serment à consacrer toute ma vie à la christianisation de la classe ouvrière de Paris ». (Émile Poulat

Pour ces « prêtres-ouvriers », selon l'expression lancée par le titre du livre d'Henri Perrin : *Journal d'un prêtre ouvrier en Allemagne* (Ed. du Seuil, 1945)², il ne s'agissait pas d'un petit stage pour s'informer sur la condition ouvrière, mais très vite d'un engagement à vie, « sans esprit de retour ». C'était pour eux leur manière de vivre leur ministère, ce à quoi le cardinal Suhard donnait son aval.

Et voici qu'au début de 1954, ils reçurent l'ordre de quitter leur travail. La moitié d'entre eux refusèrent d'obéir, rappelant les promesses faites. On les appela plus tard « les insoumis ».

Plusieurs ouvrages, dont certains autobiographiques, ont raconté leur histoire³. Ce livre focalise l'attention sur une vingtaine d'entre eux.

Pourquoi ce choix ? D'abord parce que – après des tentatives de regroupement dans la région parisienne pour échanger entre eux de 1954 jusqu'à janvier 1957 – c'est le seul groupe parmi les « insoumis » qui poursuivit une recherche collective depuis l'automne 1957 jusqu'à la disparition du dernier de ses membres en 2011 ; abandonnés par leur institution, l'Église, ils avaient pourtant tenu à rester en contact pour réfléchir sur la manière de maintenir au fond de leur conscience la tension entre ce que le Vatican et la plupart des évêques de France disaient inconciliables : leurs engagements ouvriers et leur foi en l'Évangile.

C'est aussi parce que plusieurs n'ont pas laissé de mémoires écrites, en tous cas publiées, alors que nous disposons de nombreux documents ou manuscrits souvent inédits qui racontent leurs tâtonnements pour refonder leur foi et sortir du dilemme dans lequel Rome et certains membres de l'épiscopat ont cherché à les enfermer : choisir entre l'Église et la classe ouvrière.

Naissance des prêtres-ouvriers, Casterman, 1965, p. 104, 107 et 112). C'est cette liberté par rapport aux structures traditionnelles de l'Église, revendiquée par les prêtres et acceptée par le cardinal, qui fera la différence essentielle avec ceux qui seront envoyés en mission plus tard, en 1965, après Vatican II, et que les « insoumis » ne voudront jamais reconnaître comme leurs successeurs.

2. Comme le souligne Grégor Siefer dans son ouvrage *La mission des prêtres-ouvriers*, éditions de l'Épi, traduit en français en 1963.

3. Voir la bibliographie en fin du livre.

C'est enfin parce que nous avons connu plusieurs d'entre eux : Bernard Chauveau et Aldo Bardini, en premier lieu, puis, Roger Déliat, Bob Lathuraz, Jean-Marie Huret, Maurice Combe et Jean Olhagaray. Ce sont eux qui sont le plus souvent cités dans cet ouvrage. Ils ont profondément marqué nos vies.

C'est l'histoire d'un itinéraire spirituel unique.

Ma première rencontre fut celle de Bernard Chauveau en 1952, dont Marie-Claude, mon épouse, fit la connaissance l'année suivante. Alors que je rentrais à la « Régie Renault », j'entendis parler d'un prêtre-ouvrier qui venait d'être licencié pour son activité syndicale après une grève très dure : c'était lui.

Or son nom ne m'était pas inconnu. Son père avait été instituteur dans l'enseignement libre de 1925 à 1936 à Pontmain dans la Mayenne où je suis né. Nos parents respectifs, profondément catholiques, étaient de très bons amis.

Cette relation renouée avec Bernard fut tout de suite chaleureuse. Il est vrai qu'ancien militant étudiant et déjà syndiqué à la CGT chez Renault, je n'étais pas pour Bernard une simple relation familiale.

Certes, nous n'avions pas suivi le même chemin mais, entre le sien et le mien, il y avait des correspondances. J'étais surtout frappé par la force de son engagement, ferme et définitif, quand je restais, pour ma part, encombré de contradictions ; son écoute m'était précieuse. Sans doute étais-je d'origine paysanne mais, par mes études, j'avais en quelque sorte été enrôlé par le « camp adverse » et Bernard, non sans humour, n'hésitait pas à me le faire sentir.

Quel pouvait donc être l'engagement du jeune cadre que j'étais devenu ? Fallait-il qu'il renonce à ses diplômes et qu'il se fasse ouvrier comme venaient de le faire chez Renault Georges Hufschmidt et François Dollé, tous les deux polytechniciens ? Ballotté en tout sens, j'apprenais à remettre de l'ordre dans mes pensées, à ne pas succomber aux sirènes du pouvoir, à fixer les priorités.

Pour ma part, j'avais décidé d'assumer ma condition, mais aussi d'adhérer à la CGT. Un compromis en quelque sorte... plus confortable aussi !

Marie-Claude avait terminé ses études et, en juillet 1954, Bernard Chauveau devait célébrer notre mariage, mais il ne le put car son « interdit » d'exercer son ministère venait d'être prononcé par son évêque. Nous écrivîmes à ce dernier; mais sa réponse fut celle d'un préfet de discipline.

Par la suite, Marie-Claude, qui était assistante sociale, fut incidemment recrutée par Bernard. Ce dernier, après avoir quitté son poste de permanent au syndicat CGT de Renault qui l'avait embauché après son licenciement, travaillait en effet à nouveau comme OS dans une entreprise moyenne de mécanique d'aviation, l'usine Farman à Billancourt, où il avait été élu secrétaire du comité d'entreprise. C'est à ce titre qu'il recruta Marie-Claude. Ils discutaient souvent ensemble des nouvelles activités sociales à créer et des différentes manières de secourir les personnes en difficulté. Ils n'étaient pas toujours d'accord entre eux ou avec les ouvriers sur les actions à mener et les critères d'attribution des aides !

Bernard venait souvent à la maison et nos enfants se souviennent bien de cet homme bon, souriant et généreux, à leur écoute, et plein d'humour. Il participait de près à notre vie de famille.

C'est par Bernard Chauveau que nous avons connu d'autres prêtres-ouvriers.

D'abord Aldo Bardini, le copain le plus proche de Bernard. Nous passions parfois nos vacances avec eux et nous allions camper certains week-ends sur les bords de la Marne avec d'autres amis : les familles Apostolo, Hugon, Cerquetti, Ledun, Chacé... Avec Marius Apostolo nous évoquions le décret du Saint-Office du 1^{er} juillet 1949 qui interdisait toute collaboration avec les communistes sous peine « d'interdiction des sacrements », prélude à ce qui sera la condamnation des prêtres-ouvriers. Cette interdiction nous touchait particulièrement car elle avait été l'une des principales causes de la scission du MPF (Mouvement Populaire des Familles) issu de la LOC (Ligue Ouvrière Chrétienne). En 1950, la branche favorable à une collaboration avec le Parti communiste prit le nom de MLP (Mouvement de Libération du Peuple) dont Marius fut l'un des fondateurs et auquel j'adhérai.

Nous parlions aussi de l'accouchement sans douleur, cette méthode importée de l'URSS par le docteur Lamaze et qui devait faire mentir la malédiction divine : « Femme, je multiplierai les souffrances de ta grossesse » !

L'engagement au parti communiste était bien sûr à l'ordre du jour. Nous nous posions moins de questions sur le marxisme lui-même et son athéisme que sur le comportement souvent sectaire de ses dirigeants. « Je ne peux pas adhérer au parti communiste à cause de ses méthodes » disait Bernard, et je racontais mon expérience professionnelle de la fréquentation des « pays de l'Est ». Marius Apostolo et Aldo Bardini adhérèrent cependant plus tard, mais pour des raisons différentes.

Nous avions moins de relations avec Roger Déliat, pourtant également ouvrier chez Renault et que tous appelaient « le petit Déliat » à cause de sa taille. Fils de prolétaire, il revendiquait comme constitutif de sa propre nature d'être ouvrier : le pape ou les évêques ne pouvaient donc rien y faire. Cette conviction le rendait d'autant plus à l'aise pour saisir toute occasion de les rencontrer — en particulier le cardinal Feltin — et leur faire part de ses convictions, sans toutefois en rendre compte dans les réunions du groupe auquel il ne participait qu'épisodiquement ; attitude un peu solitaire qui irritait parfois ses compagnons.

C'est plus tard que nous connûmes Robert Lathuraz, appelé « Bob ». Il était d'un tempérament optimiste et jovial ; nous gardons le souvenir amusé du rôle de chef cuisinier qu'il jouait lors de la fête de nos vingt-cinq ans de mariage (il avait été commis-boucher !). Tout en restant profondément fidèle jusqu'à sa mort à son engagement ouvrier, il souffrait particulièrement de la coupure qui s'était installée entre les prêtres-ouvriers condamnés en 1954 et ceux qui furent autorisés à s'embaucher après Vatican II. Sa critique restait très ferme sur les conditions que la hiérarchie avait imposées à leur ministère, mais il ne cessa de garder le dialogue avec ceux de Rhône-Alpes, sa région natale.

Nous avons connu Jean-Marie Huret à l'occasion de la parution d'ouvrages chez Karthala sur les prêtres-ouvriers ; il était à nos cinquante ans de mariage, avec Aldo, et nous étions à ses quatre-vingts ans dans une ferme normande, souvenir d'enfance pour Marie-Claude, originaire de Fécamp. Nous nous souvenons des promenades sous les grands arbres, près de sa

petite maison de Valmont, à côté de Fécamp. Son discours était toujours parsemé de propos contemplatifs sur la nature, environnante, et Marie-Claude retrouvait avec lui d'anciennes connaissances.

Nous avons moins fréquenté Jean Olhagaray, le Basque intransigeant.

Maurice Combe, le philosophe, venait parfois à la maison quand il se rendait à Paris, mais nous eûmes avec lui des relations plus suivies après la mort de Bernard Chauveau ; nous l'avons souvent rencontré chez les sœurs du couvent de la Visitation à Saint-Héand, près de Saint-Etienne. Insensible aux observations de certains qui lui reprochaient son intellectualisme, il était aussi bien capable de défendre avec éloquence les ouvriers au comité d'établissement du groupe Schneider que d'associer dans ses réflexions la phénoménologie de Merleau-Ponty avec le mysticisme de saint Jean de la Croix autour de la conception d'une conscience humaine avide, en quête de plénitude.

Pour toutes ces raisons, nous avons donc une forte envie de rendre témoignage de ces hommes.

Mais il fallait un déclic. Il se produisit lors d'une rencontre chez les sœurs de Saint-Héand. Nous étions alors en 2014 et nous déplorions que cet anniversaire des soixante ans de la condamnation de 1954 passe pratiquement inaperçu. Les sœurs disaient comment cette histoire, vécue à une autre période, rejoignait leur propre cheminement dans l'Église. Nous faisions le même constat : si l'Église a un langage sur les pauvres, il ne s'agit jamais de ceux qui sont engagés pour changer leur condition d'exploités. Les prêtres-ouvriers au contraire, par leur engagement, ouvraient les bases d'une participation de l'Église dans le combat conduit par les organisations de la classe ouvrière, contre un capitalisme effréné.

Au lieu de dialoguer avec eux sur de telles perspectives, porteuses d'espérance, la hiérarchie s'est trop souvent contentée de les interroger sur leurs comportements et leurs pratiques religieuses.

La condamnation de 1954 a été et reste un drame qui, soixante ans après, rend encore trop souvent impossible le

dialogue avec l'Église sur les problèmes de fond que pose la société d'aujourd'hui.

Il nous paraissait cependant que notre témoignage devrait s'appuyer sur le rappel historique des faits que beaucoup de nos futurs lecteurs n'avaient pu connaître. Nous ne nous sentions pas capables de l'entreprendre.

C'est alors qu'eut lieu notre rencontre avec Martine Sevegrand. Nous la connaissions déjà, grâce notamment à ses ouvrages sur les publications de la société Temps présent, d'abord l'hebdomadaire *Temps présent*, puis *La Quinzaine* à laquelle nous avons adhéré avec passion⁴. Martine Sevegrand était également proche de Jacques Chatagner quand il était directeur de *La Lettre* après l'avoir été de *La Quinzaine*.

Nous lui avons donc exposé notre projet et elle a accepté avec enthousiasme d'y collaborer. C'était une chance, car Martine Sevegrand a la sensibilité qui convient pour un tel sujet. Elle est aussi une historienne reconnue du catholicisme français du XX^e siècle et membre du Groupe de Sociologie des Religions et de la Laïcité (CNRS). Elle est l'auteure des quatre premiers chapitres de ce livre.

Nous avons voulu également, à partir des récits de ces prêtres-ouvriers, rappeler leurs conditions de vie et d'engagement. Car s'ils étaient prêtres, ils étaient pleinement ouvriers.

Le dernier chapitre enfin est un essai, pour mettre en valeur ce que nous considérons comme les points-clés de leur recherche spirituelle. À la lumière de leur vie, riche en « ruptures et découvertes » comme ils disaient, ils ont revisité tout l'enseignement qu'ils avaient reçu concernant notamment l'homme et Dieu, l'institution-Église, la Foi, la Révélation, l'athéisme, et la personne de Jésus...

Ce livre ne cherche pas à planter des jalons pour un nouveau traité philosophique ou théologique. Il peut cependant provoquer la réflexion à un moment où l'Église doit repenser ses dogmes, au moment aussi où notre civilisation cherche ses

4. Martine Sevegrand, *Temps présent*, tome 1 : *Une aventure chrétienne (1937-1947)* ; tome 2. *Une avant-garde catholique (1950-1968)*, éditions Temps présent, 2006 et 2011.

repères. Nous espérons en outre rendre l'hommage qu'ils méritent à ces pionniers de l'espoir. Sans dogmatisme, ils nous disent qu'il faut croire en l'homme, que, croyants ou incroyants, les hommes peuvent changer le monde s'ils acceptent d'engager ensemble le combat contre les forces de l'argent qui l'instrumentalisent. Tous ont aussi conservé une relation très forte à Jésus-Christ, sans souvent pouvoir définir leur foi.

Les sources de ce livre

Les auteurs de cet ouvrage ont puisé principalement dans quatre fonds d'archives :

1 – Les archives personnelles de Marie-Claude et Maurice Badiche eux-mêmes. Sources de première main en raison de leurs liens d'amitié avec Bernard Chauveau et plusieurs membres de l'équipe qui se réunissaient avec lui. Indiquées dans ce livre par « Fonds Badiche ».

2 – Les archives personnelles de Bernard Chauveau, confiées par lui après son opération à Bob Lathuraz qui les a répertoriées et envoyées au printemps 1993 (juste avant de mourir lui-même) à Roubaix dans une Annexe des Archives Nationales de Roubaix intitulée « Centre National du Monde du Travail ». En « dépôt » sous la référence « Prêtres-ouvriers insoumis ». Dans ce livre : « CNMT ».

3 – « Les Archives historiques du diocèse de Paris », cartons PO des Fonds Feltin et Veuillot qui ont eu tous les deux à connaître de l'histoire de prêtres-ouvriers. Dans ce livre : « AHDP »

4 – Enfin nous avons bénéficié d'un fonds d'archives considérable mis à notre disposition par Robert Dumont. Ces archives ont été constituées par Nathalie Viet-Depaule, historienne et sociologue au CNRS, et par lui-même. Archives classées, répertoriées par lui et conservées chez lui en attendant de rejoindre le CNMT de Roubaix. Qu'ils en soient remerciés tous les deux.

À quoi il faut ajouter les livres parus chez Karthala dans la collection *Signes des temps*, dont Robert Dumont est le directeur. En particulier :

– *La mission de Paris : cinq prêtres-ouvriers témoignent* ; textes rassemblés par Nathalie Viet-Depaule.

– *Prêtres et ouvriers. Une double fidélité à l'épreuve (1944-1969)*, Charles Suaud et Nathalie Viet-Depaule.

CHAPITRE I

De la suspicion à la condamnation

Martine SEVEGRAND

La période favorable aux prêtres-ouvriers n'aura pas duré longtemps. La disparition du cardinal Suhard, le 30 mai 1949, leur fait perdre leur protecteur et les débuts de la guerre froide compliquent la perception de leur travail missionnaire au sein du monde ouvrier. En juillet 1949, le décret du Saint-Office menaçant d'excommunication les catholiques qui collaboreraient avec le communisme témoigne des craintes romaines. Le tout début des années cinquante est marqué par une série d'événements qui provoquèrent une grande effervescence en France et accentuèrent le clivage politique entre les pro-américains et les communistes : au printemps 1950, la pétition contre l'armement nucléaire, appelée « appel de Stockholm », le début de la guerre de Corée en juin 1950, l'arrestation de Julius Rosenberg, communiste new-yorkais¹ en juillet 1950 et celle d'Henri Martin, marin français et communiste qui suscite une

1. Julius et sa femme Ethel, condamnés pour espionnage en faveur de l'URSS, furent exécutés le 19 juin 1953.

2. Henri Martin assista, en 1946, au bombardement d'Haiphong par la marine française. Alors que sa démission est refusée, il retourne à Toulon et fait de la propagande contre la guerre française en Indochine. Arrêté en 1950 et jugé pour sabotage, il est condamné par un tribunal militaire à cinq ans de prison. Henri Martin devint le symbole de la lutte contre cette guerre.

vaste campagne pour sa libération². Un contexte singulièrement difficile pour l'enracinement des prêtres-ouvriers dans une classe ouvrière largement subjuguée par le parti communiste.

Au début de 1950, pourtant, l'ignorance sur l'action des prêtres-ouvriers est encore très grande en France. Un rapport des Renseignements généraux indique que, « dans les milieux catholiques », on croit que :

Tout en continuant leur propagande sur le plan religieux, certains d'entre eux devront s'efforcer de détecter, dans les usines où ils sont employés, les éléments communistes susceptibles de se livrer à des sabotages dans les jours à venir et d'en rendre compte à leurs supérieurs³.

Qui était si mal renseigné, la police ou certains catholiques ? D'autres, en tout cas, l'étaient fort bien et, dans une Église de France où des groupes et publications intégristes pullulaient, les dénonciations à Rome furent nombreuses. Si l'exploration des archives de la préfecture de police de Paris sont très décevantes, le livre collectif *Les prêtres-ouvriers* précisait en 1954 :

Des enquêtes de police sont effectuées et des dossiers constitués sur de nombreux prêtres-ouvriers⁴.

Une attention toute particulière était portée au respect de la règle du célibat. Marie Doreau affirme que les services de renseignements connurent la date et l'heure de ses premières relations sexuelles avec Henri Barreau⁵ ; le sociologue Gregor Siefer écrit qu'à partir de 1951, le Saint-Office dressa un compte rendu annuel des activités de chaque prêtre-ouvrier⁶.

3. « A.S. des prêtres-ouvriers », 22 février 1950. Archives préfecture de police Paris, GA 235.

4. *Les prêtres-ouvriers*, Éditions de Minuit, 1954, p. 47-48. Le même ouvrage reproduit un article de *L'Express* du 17 octobre 1953 qui évoque ces enquêtes policières.

5. Témoignage de Marie Doreau qui épousa ensuite Henri Barreau, « Itinéraires d'Henri Barreau », Nathalie Viet-Depaule, *La Mission de Paris*, Karthala, 2002, p. 123.

6. Gregor Siefer, *La Mission des prêtres-ouvriers*, traduit de l'allemand et publié par les éditions de l'Épi, 1963, p. 95.

Premières alarmes

À la session de l'Assemblée des cardinaux et archevêques de France, en mars 1950, la défiance romaine à l'égard des prêtres-ouvriers est clairement soulignée : « Ils sont mal vus. On a peur de la déchéance morale ». En fait, le pape et le Saint-Office craignent qu'ils perdent leur sens sacerdotal au profit des revendications sociales⁷. En septembre de la même année, l'exhortation *Menti nostrae* dans laquelle Pie XII affirmait que le premier devoir du prêtre est de travailler à sa propre sanctification témoignait de l'inquiétude du pape.

Dès la fin d'avril 1951, le cardinal Gerlier s'adressait aux prêtres-ouvriers pour les informer que les évêques concernés s'étaient réunis à l'archevêché de Paris, le 5 avril, et avaient pensé que « le temps était venu de composer un directoire » permettant d'« éviter le risque de certaines déviations⁸ ». Un projet de directoire leur était donc envoyé et le cardinal Gerlier demandait aux prêtres-ouvriers d'adresser leurs remarques sur plusieurs points, en particulier l'organisation de la vie spirituelle du prêtre-ouvrier, les dispenses nécessaires pour leur vie⁹, leurs fonctions de suppléance par rapport aux laïcs dans le milieu ouvrier et leurs responsabilités d'ordre temporel. Le cardinal Gerlier insistait : les évêques avaient besoin d'être complètement renseignés et ne pouvaient renoncer à leur responsabilité ni à leur autorité. Une volonté de « reprise en main » était donc évidente. Les évêques se méfiaient des rencontres nationales de prêtres-ouvriers, inaugurées par une première réunion, le 7 mai 1949, sans aucune autorisation de la hiérarchie. Elles se renouvelèrent ensuite deux fois par an environ et un secrétariat fut constitué.

7. Compte rendu de la session des 14-16 mars de l'Assemblée des cardinaux et archevêques, citée par Charles Suaud et Nathalie Viet-Depaule, « L'esprit de corps des évêques français dans la crise des prêtres-ouvriers (1949-1954) », *De la subversion en religion*, Karthala, 2010, p. 231.

8. Lettre du cardinal Gerlier à « Chers amis », 27 avril 1951. CNMT, papiers Maurice Combe, 2005 035.

9. Sous-entendu : par rapport aux multiples obligations du prêtre, comme la récitation du bréviaire.

Dès le 7 avril 1951, Michel Favreau¹⁰, qui travaille comme docker sur le port de Bordeaux, est écrasé par des madriers. Ses collègues cessèrent le travail pendant deux heures ; plus tard, Émile Bondu, prêtre-ouvrier en équipe avec Favreau, raconta qu'il avait rencontré, la veille des obsèques, Mgr Richaud, l'archevêque de Bordeaux. Celui-ci lui dit : « Voyez, Michel, ce qu'il a fait de mieux, c'est de mourir¹¹ ». L'archevêque interdit d'attaquer en responsabilité civile la direction du port¹². Un exemple du peu de sympathie, dès 1951, de certains évêques envers les prêtres-ouvriers.

Mgr Ancel, évêque-auxiliaire de Lyon et supérieur général du Prado¹³, avait rédigé le projet de directoire, approuvé par Mgr Ottaviani, assesseur du Saint-Office¹⁴, et c'est à lui que les prêtres-ouvriers devaient adresser leurs réponses écrites ou orales. Dans une lettre de septembre 1951, Mgr Ancel exprimait ses désaccords avec les prêtres-ouvriers du diocèse de Lyon. Le modèle restait, pour lui, le curé d'Ars et le prêtre-ouvrier était une « condition anormale de celui qui évangélise¹⁵ » ! En réponse, le P. Chenu adressa à Mgr Ancel une note intitulée « Le sacerdoce des prêtres-ouvriers »¹⁶. Quant aux prêtres-ouvriers, réunis le 20 octobre en réunion extraordinaire, ils rejetèrent le projet de directoire.

10. Michel Favreau [1922-1951] : ordonné prêtre en juin 1945, il est vicaire en Vendée de 1945 à 1949. Devenu prêtre du secteur missionnaire de Bordeaux en septembre 1949, il est embauché comme docker.

11. Interview d'Émile Bondu, en 1992, par Paul Collet et Yves Bouyer. Archives Robert Dumont.

12. « Le film des événements », op. cit., p. 42.

13. Le Prado est une association de prêtres fondée en 1860 par Antoine Chevrier, prêtre du diocèse de Lyon, en vue de l'évangélisation des pauvres, des ignorants et des pécheurs.

14. Charles Suaud et Nathalie Viet-Depaule ont exposé en détail cette tentative de contrôle des prêtres-ouvriers dans *Prêtres et ouvriers, Une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969)*, Karthala, 2004, p. 447 à 463.

15. Lettre de Mgr Ancel aux prêtres-ouvriers du diocèse de Lyon, 22 septembre 1951. CNMT, papiers Maurice Combe, 2005 035.

16. Cette note inédite est reproduite en fin de chapitre : annexe 1. Elle ne doit pas être confondue avec la note publiée sur le sacerdoce dans la revue *La Vie spirituelle* de février 1954.

À Marseille, après avoir été docker sur le port de Marseille de 1941 à 1944, le dominicain Jacques Loew était en conflit avec les prêtres-ouvriers de la ville. Dans son *Journal d'une mission ouvrière*, il rapporte ce qu'il a appris, lors de son voyage à Rome en mai 1951, sur la perception que l'on avait des prêtres-ouvriers. Si Rome savait qu'il fallait trouver des méthodes d'apostolat nouvelles, le souci dominant était de préserver l'esprit sacerdotal qui se perd quand le prêtre n'a plus contact que de loin avec « une forme proprement pastorale¹⁷ ». L'ouvriérisme, « l'imprégnation marxiste » inquiétaient et il ne fallait pas oublier, avouait-il sans ambages, « la très grande influence des grands patrons » : ils viennent à Rome et se défendent. Cependant, ce rapport alarmant ne fut connu que des « équipiers » du P. Loew. En revanche, le Saint-Office annonça, le 28 juin 1951, qu'il refusait que l'on accroisse le nombre des prêtres-ouvriers en France. Si bien qu'à la fin de mars 1953, dix-neuf séminaristes de la Mission de France refusèrent, dès lors, d'être ordonnés prêtres.

Les prêtres-ouvriers sur la scène publique

Volontairement discrets, les prêtres-ouvriers apparaissent soudain dans la presse au cours de la première moitié de 1952. Ce fut d'abord, le 8 mars, la publication du livre de Gilbert Cesbron, *Les saints vont en enfer*, qui s'inspirait de ce qu'il avait vu et perçu de la communauté de Montreuil. Le roman frappa l'opinion et tous les journaux en rendirent compte. S'il y eut des critiques, les éloges l'emportèrent parce que le livre révélait à beaucoup l'existence de ces curieux prêtres. Ces derniers ne furent cependant guère satisfaits de l'image que l'auteur donnait d'eux. André Depierre, l'animateur de cette communauté, écrivit une lettre de protestation :

17. Jacques Loew, *Journal d'une mission ouvrière (1941-1959)*, Cerf, 1959, p. 241.

Presque tous les gestes ou les paragraphes pris un à un seraient bons. Ensemble, tout est faussé, caricaturé¹⁸.

Dans *La Quinzaine*¹⁹, Henri Barreau était aussi sévère : Gilbert Cesbron ne peignait que des « miséreux », des sous-prolétaires et un prêtre qu'on ne voyait jamais à l'usine ! Certains de ses camarades avaient jugé le livre « *complètement idiot* », fait d'images d'Épinal²⁰.

Le 28 mai, à l'occasion d'une manifestation parisienne contre la venue du général américain Ridgway, organisée par le mouvement de la Paix, deux prêtres-ouvriers, Louis Bouyer et Bernard Cagne, étaient arrêtés par la police et passés à tabac dans un commissariat. L'affaire fit les gros titres de la presse nationale et suscita le scandale. *L'Aurore* écrivait :

Ces jeunes ecclésiastiques, aussi zélés qu'inexpérimentés, se révèlent souvent pour les staliniens qui les entourent une prise facile²¹.

Mgr Feltin prit la défense des deux prêtres-ouvriers matraqués, mais *Le Figaro* du 14-15 juin publia une photo des pancartes des « agitateurs communistes, qui sont d'épaisses feuilles métalliques en tôle montées sur des tubes d'acier », selon le journal. La presse publia la lettre du préfet de police, M. Baylot, au cardinal²² ; ce dernier reçut aussi une lettre de l'officier de police du quartier Bonne-Nouvelle qui lui écrivait en sa qualité de catholique. Selon lui, « ce genre de prêtres dessert notre religion » et il ajoutait que, si des faits analogues se reproduisaient, il retirerait ses quatre enfants des maisons religieuses où il les avait placés²³. Quant à la

18. Lettre d'André Depierre à Gilbert Cesbron, 15 juin 1952. Archives Robert Dumont, Fonds Depierre.

19. *La Quinzaine* est un bimensuel qui fut condamné par Rome, en 1955, donc un an après les prêtres-ouvriers.

20. Henri Barreau, « Enfer ou Monde du Travail ? », *La Quinzaine*, n° 34, 30 avril 1952.

21. Henri Bénazet, « Point de vue », *L'Aurore*, 12 juin 1952.

22. En annexe 2 sont reproduits le communiqué de Mgr Feltin et la lettre du préfet de police.

23. Lettre d'un officier de police du quartier Bonne-Nouvelle au cardinal Feltin, 31 mai 1952. AHDP, papiers Feltin.

direction de l'usine Simca, elle licencia Bernard Cagne. L'incident parvint jusqu'à Rome puisque Mgr Feltin²⁴ dut répondre, le 29 août, au cardinal Bruno, préfet de la congrégation du Concile. Il précisa qu'il y avait vingt-sept prêtres-ouvriers à Paris et quatre-vingts dans toute la France. Il rassurait : « Les cœurs étaient mieux disposés à accueillir le message évangélique²⁵ », tout en admettant qu'il existait un danger « d'ordre intellectuel ».

Troisième événement : le Congrès eucharistique international, prévu en juillet à Barcelone, dans l'Espagne de Franco qui venait de faire exécuter trente-quatre grévistes. Treize militants catholiques syndiqués CGT et CFTC signèrent une protestation ; parmi les signataires, on relève les noms deux prêtres-ouvriers : Henri Barreau et Jean Gray.

L'engagement syndical

Très rapidement, les prêtres-ouvriers s'étaient syndiqués à la CGT²⁶. Ils y furent accueillis avec suspicion, et les attitudes les plus négatives provenaient presque toujours de militants communistes. Cependant, ils firent leurs preuves et, à la demande de leurs camarades de travail, ne tardèrent pas à prendre des responsabilités syndicales dans leur entreprise, parfois même au niveau départemental. Premier à se faire remarquer, Henri Barreau²⁷, qui fut élu dès février 1951 au

24. Mgr Maurice Feltin n'est créé cardinal qu'en janvier 1953.

25. Lettre de Mgr Feltin au cardinal Bruno, 29 août 1952. AHDP, papiers Feltin.

26. Selon Bernard Gardey, prêtre-ouvrier dominicain, qui, sous le pseudonyme d'André Collonge, publia en 1957 un ouvrage intitulé *Le Scandale du XX^e siècle et le drame des prêtres-ouvriers*, 95 % de ces derniers avaient adhéré à la CGT.

27. Dès le 24 août 1949, une fiche des Renseignements généraux numérotée 30028 et intitulée « Influence des prêtres-ouvriers dans les établissements industriels », est consacrée à Henri Barreau, ouvrier fondeur, élu délégué du personnel de la Compagnie des Compteurs à Montrouge, qui a toujours été « à la tête des mouvements, débrayages et autres ». De surcroît, lors de la formation du conseil communal des Combattants de la Paix, le 12 janvier 1949, il a été élu président.

secrétariat de l'Union syndicale CGT de la métallurgie de la Seine²⁸.

Le premier petit incident syndical que nous avons retrouvé date de l'été 1951. *La Voix des Travailleurs*, organe de la CFTC nantaise, dénonçait ceux qui, à la CGT, utilisaient les prêtres-ouvriers syndiqués CGT. Le syndicat « chrétien » énonçait un argument qui fut souvent repris ensuite :

Nous sommes contre le cléricalisme. Celui-ci consiste à confier la direction de la cité aux clercs. Or, ce n'est pas leur boulot²⁹.

En octobre 1952, le président de l'Union régionale d'Alsace de la CFTC écrivait au cardinal Feltin pour regretter que, malgré les démarches faites par son syndicat, Henri Barreau ait présidé dans la région un congrès de métallurgistes CGT³⁰. En novembre, un vicaire général du diocèse de Versailles s'adressait à un confrère de Paris pour dénoncer l'attitude de l'abbé Pautet, secrétaire CGT de l'usine Latil à Suresnes, qui gêne l'action de la CFTC³¹. Le 13 décembre, le bureau confédéral de la CFTC réagissait par une motion dénonçant la propagande de la CGT. Enfin, au début de 1953, René Desgrand, prêtre-ouvrier de Lyon et dirigeant CGT, fut licencié. La CFTC locale ne dénonça pas la direction de l'entreprise et en profita pour critiquer l'engagement des prêtres-ouvriers. Ceux de la région de Lyon et de Saint-Étienne prirent la défense de Desgrand ; ils écrivirent à l'UD-CFTC du Rhône pour dénoncer « la grave équivoque liée à votre titre de chrétiens et à vos agissements ». Et ils affirmaient :

28. Voir la courte biographie d'Henri Barreau dans Charles Suaud et Nathalie Viet-Depaule, *Prêtres et ouvriers*, p. 28-29 et le témoignage de son épouse dans *La Mission de Paris*, p. 93-139.

29. *La Voix des Travailleurs*, juillet-août 1951.

30. La Lettre du président de l'Union régionale d'Alsace de la CFTC à Mgr Feltin, 6 octobre 1952. AHDP, papiers Feltin.

31. Lettre d'un vicaire général de Versailles à un vicaire général de Paris, 22 novembre 1952. AHDP, papiers Feltin.

On peut être chrétien en n'ayant pas la même opinion que vous sur le plan Marshall, le Pacte atlantique, le Plan Schuman et l'Europe unie³².

À ces démêlés avec la CFTC, il faut ajouter, selon Émile Poulat,

L'implacable hostilité dont témoignèrent alors des responsables et aumôniers de l'Action catholique ouvrière (ACO)³³.

À l'action syndicale s'ajoutait le militantisme de nombreux prêtres-ouvriers au mouvement de la Paix, proche du PCF. Ces engagements fragilisèrent leur position vis-à-vis de la hiérarchie et les plaintes commencèrent à affluer. Relevons-en quelques-unes reçues, dès la fin de 1952, par le cardinal Feltin. Mgr Audrain, évêque auxiliaire de Versailles, se plaignait de l'abbé Bernard Chauveau³⁴ qui avait pris la parole à une réunion du mouvement de la Paix, annoncée par affiches. Cependant, le directeur de la Mission de Paris, Maxime Hua, écrivait au vicaire général de Paris – qui l'avait certainement interrogé : Bernard Chauveau était « un prêtre dévoué, pieux, équilibré »³⁵ qui, après avoir quitté les usines Renault, avait continué à s'occuper des ouvriers de cette entreprise, avec l'accord de Mgr Feltin. Pour couper court à toute suspicion, l'abbé Hua affirmait que les fonctions de Bernard Chauveau « s'apparentent de très près à celles d'un vicaire de garde dans une paroisse

32. « Les prêtres-ouvriers du Rhône et de la Loire à l'UD-CFTC du Rhône », Lyon, le 4 mars 1953, signée par 11 prêtres-ouvriers. Archives Robert Dumont, Fonds Barreau, 1953-1954.

33. Émile Poulat, *Une église ébranlée*, Casterman, 1980, p. 121. Nous verrons cependant qu'au moment de la condamnation, en 1954, des équipes ACO exprimèrent leur désarroi.

34. Mgr Rousseau, l'évêque de Laval d'où Bernard Chauveau était originaire, écrivait d'ailleurs à Mgr Feltin, le 15 novembre 1952, pour lui dire qu'il estimait « désirable » que les prêtres de la Mission de Paris soient incardinés dans le diocèse de Paris. AHDP, papiers Feltin.

35. Lettre de l'abbé Maxime Hua, à Monsieur le vicaire général, 13 septembre 1952. AHDP, papiers Feltin. Bernard Chauveau avait publié un article combattif dans *La Quinzaine* du 15 mars 1952 sur les licenciements massifs chez Renault.

parisienne ». Quelques mois plus tard, c'est au tour de l'évêque de Langres d'écrire au cardinal Feltin pour dénoncer la présence d'un autre prêtre-ouvrier de la Mission de Paris, Jean Desailly, venu préparer, avec les militants communistes, une conférence locale du mouvement de la Paix ; l'évêque demandait au cardinal Feltin d'intervenir pour amener Jean Desailly à renoncer à ce voyage.

Des patrons dénoncèrent aussi l'action de certains prêtres-ouvriers. C'est le cas du PDG des Établissements Morrane, à Ivry, qui dénonça Jean Lefeuvre ; ce dernier avait développé dans l'usine, selon le PDG, une cellule communiste et l'action du prêtre-ouvrier était celle d'un syndicaliste politique, qui n'apportait « rien au point de vue religieux »³⁶.

À l'approche du « Congrès mondial des peuples pour la paix », prévu en décembre 1952, les évêques s'inquiétèrent de la probable participation de prêtres-ouvriers³⁷. Mgr Richaud, évêque de Bordeaux, écrivit à Émile Damoran pour l'avertir :

Comme il nous est venu la consigne de ne laisser aller aucun prêtre au Congrès de Vienne, il ne vous sera donc pas permis, à vous ni à vos deux collègues, d'accepter pareille délégation³⁸.

On ne saurait cependant passer sous silence l'appui indirect accordé par Mgr Chappoulie, évêque d'Angers, le 5 octobre 1952, en présence de plusieurs évêques, dont deux très conservateurs, Mgr Marmottin³⁹, archevêque de Reims, et le cardinal Grente, archevêque du Mans. Mgr Chappoulie fit un éloge appuyé du cardinal Suhard qui,

36. Lettre au cardinal Feltin, non datée. AHDP, papiers Feltin.

37. Soulignons que le mouvement de la Paix ne manquait pas de mettre en avant, dans sa propagande, la participation de prêtres à la mobilisation.

38. Lettre de Mgr Richaud à Étienne Damoran, 25 novembre 1952. Archives Robert Dumont, Fonds Bordeaux, AAB I D18.

39. Archevêque de Reims de 1940 à 1960, Mgr Marmottin parla un peu plus tard de « ces horribles prêtres-ouvriers » lors d'une conférence spirituelle ; le propos est rapporté au P. Congar qui le note dans son *Journal*, le 25 février 1954.

Au lieu de chercher un paisible refuge au sein du conservatisme [...], aimait d'une affection de prédilection les quelques jeunes prêtres qui s'étaient mis à vivre la vie quotidienne des ouvriers⁴⁰.

Conflits avec des évêques (janvier-mai 1953)

Un rapport de police de janvier 1953 sur « les organisations ouvrières au sein de l'Église catholique » précisait que certains prêtres étaient parfaitement intégrés à la vie des masses populaires et militaient dans des groupements révolutionnaires ; le bruit courait d'une dissolution des prêtres ouvriers⁴¹. La police surveillait étroitement le « café de la Musette », au 151 boulevard de la Gare, dans le 13^e arrondissement, « parce que c'est un centre de réunions religieuses, politiques et sociales ». Ce lieu était animé par le dominicain et prêtre-ouvrier Joseph Robert⁴².

La déclaration publiée après la mort de Staline par cinq travailleurs chrétiens de chez Renault passa pratiquement inaperçue. Après avoir précisé qu'ils n'appartenaient pas au P.C. mais qu'ils « partageaient le deuil de l'ensemble des travailleurs », le texte affirmait :

Staline restera le chef d'un peuple qui a su abattre le capitalisme, ouvrir aux opprimés le chemin de l'espérance d'un monde meilleur et consolider le socialisme pour l'instauration duquel nous luttons⁴³.

40. Allocution de Mgr Chappoulie en la basilique Saint-Rémi de Reims, 5 octobre 1952 ; *Documentation catholique*, n° 1137, 28 décembre 1952.

41. « Les organisations ouvrières au sein de l'Église catholique », 20 janvier 1953, 4 pages. APP, GA 235.

42. Cf. l'excellent article d'Yvon Tranvouez, « Un groupe d'influence : les chrétiens du XIII^e (1945-1954) », *Catholiques et communistes. La crise du progressisme chrétien (1950-1955)*, Cerf, 2000, p. 267-287.

43. « Déclaration de travailleurs de chez Renault à l'annonce de la mort de Staline », *La Quinzaine*, n° 53, 15 mars 1953.